



AMICALE DES PIEDS-NOIRS
SECTIONS "MOSELLE ET MARLY"
Section MOSELLE : Volume 167 - Folio n°48
Siège Social : 5 rue du 16^{ème} Chasseurs à Pied - 57070 METZ
Section MARLY : Volume 167 - Folio n°48
Siège Social : 44 rue des Pervenches - 57155 MARLY

**MÉMORIAL DES FRANÇAIS RAPATRIÉS D'AFN ET D'OUTRE-MER
CIMETIÈRE DE L'EST À METZ (MOSELLE)**

CÉRÉMONIE DE DEUIL ET DE RECUEILLEMENT DU 27 MARS 2022 À 10H00

**Allocution de Madame Danielle Pister-Lopez, Présidente de l'Amicale, Vice-présidente du
Cercle algérieniste-Champagne-Grand Est,
Maître de Conférences *Cum merito* (Université de Lorraine-Metz)**



Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités,

L'Amicale des Pieds-Noirs de la Moselle vous remercie pour votre présence à cette cérémonie qu'elle organise chaque mois de mars en mémoire des victimes civiles et militaires d'origine européenne et musulmane, abandonnées par la France après le lundi 19 mars 1962. Cette date marquait l'entrée en vigueur des modalités acceptées par les émissaires du gouvernement français et ceux de la rébellion algérienne pour décider du sort de l'Algérie. Les journalistes français baptisèrent improprement ce texte « Accords d'Évian ». Si la France décida l'arrêt immédiat des combats, le G. P. R. A. (Gouvernement Provisoire de la République algérienne) rejeta sèchement ce texte. Rappelons que ce GPRA ne disposait d'aucune réalité juridique internationale, notamment par rapport à l'ONU. Le FLN redoubla ses violences contre les Européens et les musulmans dont nos frères harkis, restés fidèles à la France, en terrorisant et en précipitant le départ de ceux qui purent échapper à la mort.

Dans les faits, les Accords d'Évian n'ont donc jamais eu la moindre réalité juridique ou factuelle puisque les dirigeants algériens refusèrent d'en respecter la moindre des modalités qu'ils proposaient. Le Président Macron rêvait d'être le premier Président de la République française qui établirait des relations apaisées avec l'ancienne colonie. Mais l'invitation qu'il adressa à son homologue algérien pour une célébration commune du 60^e anniversaire du 19 mars 1962, à Paris, fut refusée par M. Tebboune qui poussa le dédain jusqu'à affirmer, dans un texte destiné à ces concitoyens, qu'un Algérien ne pouvait que vouer une haine éternelle à l'ancienne

puissance coloniale. La relation de l'État algérien avec la France n'est en réalité qu'une variable de la politique intérieure algérienne : ses dirigeants, comme ses chefs militaires, enrichis par les prévarications, tentent d'échapper à la colère de leur peuple en la retournant contre l'ancienne métropole.

Monsieur Macron, prochaines élections présidentielles obligent, a fait un geste en direction des Pieds-Noirs, en reconnaissant pour la première fois la responsabilité de la France dans la fusillade de la rue d'Isly à Alger, le 26 mars 1962. Elle faucha des Algérois qui manifestaient pacifiquement contre la détermination impitoyable de la France d'abandonner l'Algérie. Il n'y eut aucun bilan officiel : on estime à 80 les victimes qui furent, d'autorité, inhumées le lendemain, à l'aube, aggravant la douleur des familles. Pendant les longues semaines menant au 5 juillet 1962, date officielle de l'indépendance du pays, les enlèvements de civils européens par le FLN, disparus sans laisser de traces ou retrouvés exsangues, se multiplièrent. Le combat entre le FLN et le MNA, autre faction indépendantiste, fit aussi des victimes dans la communauté musulmane. Le Président Macron a également évoqué les massacres du 5 juillet à Oran, qui fit au moins 700 victimes européennes, raflées par des hordes de musulmans fanatisés, exécutées et jetées dans un lieu appelé le Petit lac, aussitôt recouvert par une coulée de béton pour occulter ces exécutions. La France n'a jamais entrepris la moindre recherche comme les fameux Accords ou les lois internationales l'y autorisaient.

Les prétendus « Accords d'Évian » n'ont donc jamais été mis en œuvre. Doit-on célébrer le 60^{ème} anniversaire d'une fiction politique ? Malgré la volonté des autorités françaises de retarder l'arrivée massive des Pieds-Noirs en France, malgré le dénigrement d'une certaine presse et malgré le désespoir de ces exilés, ces derniers ont mis un point d'honneur à s'intégrer en Métropole. L'accueil fut plus ou moins facile selon les régions. Notre Lorraine, qui avait connu l'annexion de 1870, puis les expulsions des deux guerres mondiales, fut plus sensible à notre détresse que d'autres régions. Ceci est particulièrement mis en évidence dans la presse régionale de l'époque que nous avons personnellement étudiée. Le mépris et l'indifférence du pouvoir politique français à notre égard et au sort de nos disparus, restent cependant une blessure toujours ouverte. C'est pourquoi nous nous faisons un devoir de rappeler que nos aïeux, parfois venus de pays étrangers, ont aimé l'Algérie et, à travers elle, la France dans laquelle ils avaient éperdument foi. C'est par respect pour l'attachement de ces pionniers qui, sur 5 générations, ont construit l'Algérie moderne, inséparable pour eux de la métropole, que nous pouvons encore dire : Vive la France !

Metz, le 27 mars 2022

**Danielle PISTER-LOPEZ,
Maître de Conférences
émérite des Universités**

**Présidente de l'Amicale
des Pieds-Noirs de Moselle**